

Les régions pilotes dans le développement économique de l'Europe du Nord-Ouest: approches comparatives en sciences sociales

Jean-Luc Malvache (Bochum): Une grande société minière de la Ruhr face à son espace: la Bergbau Aktiengesellschaft Lothringen de 1880 à 1967

1. L'entreprise et ses espaces (ses territoires): l'espace et le temps

Les activités économiques ont une dimension spatiale. La genèse et le développement d'une entreprise se traduisent par des modifications de la configuration de celle-ci dans l'espace. Les espaces – on peut aussi parler des "territoires" de l'entreprise – varient selon les contextes. L'espace peut être considéré une variable spécifique dans la description de l'activité économique. De plus, l'évolution des différents types d'espace de l'entreprise s'inscrit par définition dans le temps.

On peut distinguer plusieurs types d'espace en relation avec une entreprise.

1.1. L'espace production

a) **l'espace d'implantation**: le territoire (site) sur lequel l'entreprise exerce son activité. L'espace de l'entreprise est défini ici par la fonction de production. Cet espace peut avoir une structure simple (entreprise monosite) ou complexe (entreprises multisites générant des relations hiérarchiques entre ces sites). Le type de produits, les techniques et technologies de production et l'organisation de la production influent également sur les contours de cet espace. Dans certains modèles d'organisation, l'espace de fabrication correspond à l'espace d'un produit (usines automobiles dédiées à la fabrication d'un ou deux modèles précis d'une gamme).

b) L'espace production est lui-même fortement lié à **l'espace fournisseurs** (par ex. en machines, outillage lourd, matériels spéciaux, systèmes et installations techniques plus ou moins complexes) et à **l'espace débouchés** (acheminement de produits vers d'autres entreprises, vers des particuliers, des collectivités locales, des clients régionaux, nationaux ou étrangers).

L'entreprise contribue ainsi à la génération et à la gestion d'espaces.

1.2. L'espace stratégique

Les conséquences sur l'espace des décisions stratégiques en référence aux divers contextes d'intégration de l'entreprise:

- **liberté d'action décisionnelle** (entreprise autonome ou non, siège de groupe ou de consortium ou dépendance d'un foyer de décision externe): positionnement fonctionnel, relations de complémentarité technologiques et productives, autonomie vs. intégration de l'unité dans le groupe.
- **positionnement à l'intérieur d'un secteur, d'une branche, d'une filière**: type de production et de prestation, degré d'implication dans des espaces de marché à un niveau supra-local: régional, national, européen, transcontinental.
- **positionnement de l'entreprise dans le territoire d'installation**, qui est lui-même une construction complexe faite
 - a) de relations inter-entreprises (inter-branches) (culture industrielle)
 - b) de relations sociales (relations industrielles, organisations professionnelles, patronales, de représentation des salariés)
 - b) d'activités des institutions, notamment publiques et parapubliques,
 - c) d'un environnement de services, recherche, formation avec leurs types d'interfaces spécifiques avec l'entreprise (les relations entre les "mondes" de l'entreprise, de l'enseignement, de la finance, de l'administration)
 - d) d'un cadre de vie.

1.3 L'espace des ressources humaines: Il s'agit notamment de(s) espace(s) de recrutement des différents types de personnels. Des entreprises comme les Chemische Werke Hüls à Marl ou comme les HBL en France possédaient leur propre flotte et réseau d'autobus pour le transport des navetteurs. Les relevés statistiques et la cartographie montrent l'existence de véritables bassins de recrutement. La question des recrutements de personnels sera – surtout dans les périodes difficiles d'obtention de main

d'œuvre – à l'origine de nombreux conflits de concurrence: débauchages aux portes des entreprises, "braconnage sur les terres de ...", etc. Le recrutement de main d'œuvre externe a lui-même généré un "espace logement", dont les points de repère étaient non seulement les cités ouvrières mais également les foyers pour le logement des apprentis, des jeunes mineurs, des travailleurs immigrés.

1.4 L'espace de communication de l'entreprise

- a) L'entreprise: les logos, les publicités, les marques, la participation aux foirs et aux salons spécialisés, présence dans les médias ou maintenant sur Internet, les activités spécifiques de communication.
- b) La communication dans le cadre de l'entreprise: Magazine d'entreprise et circuits internes de diffusion de l'information.
- c) Fidélisation: L'alliance informelle agriculture-charbon dans les villes de la frange nord du bassin de la Ruhr.

1.4 Les espaces de l'entreprise et leur différente pérennité

Les espaces générés par l'entreprise (notamment sous la forme des sites de production mais également sous la forme des charges et des obligations créés par ces sites) ont eu et ont des pérennités différentes, comme les différentes options prises en matière d'assainissement et revalorisation des sites industriels pour accompagner les mutations structurelles.

2. Les entreprises et leurs politiques de l'espace

Les entreprises charbonnières par ex. ont développé leur propre politique de l'espace:

- a) **l'entreprise s'enferme**: Les espaces tout d'abord ouverts sont partiellement, puis totalement fermé, entourés de murs avec des portes d'accès contrôlées par du personnel de garde. Les «cités interdites», dont il est fréquemment question par rapport aux entreprises du bassin de la Ruhr, apparaissent. De plus, à l'intérieur, sur les sites et dans les bâtiments, il existe des hiérarchies d'accès.
- b) la **constitution de réserves foncières** liées à des droits d'exploitation minière. Dans certaines villes, l'emprise foncière des entreprises minières est parfois nettement plus importante que celle de la commune (Exemple: à Gladbeck, la compagnie Hibernia domine 35% du foncier de la ville contre 20% pour la commune).
- c) **La politique du foncier**: Les entreprises minières – mais pas toutes – ont développé des démarches de "blocage du foncier" (*Bodensperre*) et d'opposition à toute installation de grande entreprise d'une autre branche. Cette politique ne pourra être levée qu'en 1980 avec la création par le gouvernement du Land de NRW du "Fond de patrimoine foncier" (*Grundstücksfond*) permettant de créer des réserves de terrains disponibles. Désormais, l'idée de renonciation à un titre minier était possible.
- d) Sous l'impulsion de la politique de l'Etat et des partenaires sociaux, qui donnèrent l'impulsion à la fin des années 60 avec la mise en place de la Ruhrkohle AG, les entreprises du secteur minier développent une sensibilité pour les enjeux économiques et sociaux à l'échelon local des restructurations des régions touchées par la crise et participent activement aux politiques de réaménagement industriel du territoire: 1) la diversification sectorielle, 2) le recul raisonné et concerté du charbon en tenant compte des situations locales, 3) la mise en place de cinq axes d'activités (charbon, chimie, énergie, immobilier, formation professionnelle initiale et continue).

2. L'exemple de la BAGL

Les différentes phases de l'histoire de la BAGL reflètent les succès mais aussi et surtout les limites des stratégies d'industrialisation mises en œuvre par la direction de l'entreprise. Les implantations de nouvelles installations spécialisées, les prises de participation totales ou partielles dans des entreprises parfois éloignées du bassin de la Ruhr, la création de nouvelles entreprises documentent les efforts de cette direction 1) pour transformer l'entreprise charbonnière en entreprise verticale intégrée (jouant la carte de la carbochimie et de la sidérurgie), 2) et la positionner non plus au niveau local ou régional, mais national – ce qu'elle réussira à faire mais pendant quelques années seulement). Après 1936 et surtout après 1957, toutefois, on assiste à une rupture totale, puisque la société est non seulement reprise – pour des raisons historiques - par un groupe principalement engagé dans le pétrole et non dans le charbon (*Wintershall*), mais deviendra entièrement dépendante des besoins en charbon de cokerie et en coke d'un groupe étranger (*Arbed* par l'intermédiaire de l'*EBV*).

Phases de développement

A. Phase de démarrage de la compagnie avec activités strictement locales

1. **Phase de fondation (1872-1880) avec concentration sur le démarrage et le maintien de l'exploitation** [difficultés techniques (aéragé, gestion des eaux) et manque d'infrastructures de transport]
2. **Stabilisation et première extension (1880-1889)**: amélioration de la qualité du charbon (1883: séparation et lavoir) et de sa transformation (1886: fabrique de briquettes – 1887: cokerie). 1889: premier versement d'intérêts.

B. Première phase de dépassement du niveau strictement local avec prise de contact avec les autres sociétés minières et positionnement sur le créneau de la carbochimie à un échelon national

3. **Deuxième phase d'extension (1890-1918)**: Passation d'accords de vente avec d'autres sociétés. Membre fondateur du Syndicat Charbonnier de Rhénanie-Westphalie qui fixe des notamment des quotas d'extraction. prises de participation dans des sociétés minières dans le but de s'assurer des quotas d'extraction plus élevés. Stratégie privilégiant la production de produits de transformation du charbon avec la construction d'installations pour l'obtention et l'utilisation des produits dérivés tels que le goudron, l'ammoniac et le benzol. Participation à la création d'organisations de vente de ces produits.
4. **A partir de 1906, positionnement sur un créneau spécifique de la carbochimie, la fabrication industrielle de l'acide nitrique (HNO_3) avec intégration dans l'économie de guerre (1914-1918)**. Cette phase sera marquée par une coopération industrie-recherche scientifique puis avec l'Etat et l'ouverture de longues procédures de transactions pour l'acquisition de brevets impliquant directement ou indirectement l'élite de la recherche allemande en chimie. La BAGL profite de son avance technologique, car elle est la seule en Allemagne à dominer le processus industriel de la fabrication de l'acide nitrique. En 1914, construction d'une plate-forme de fabrication à très grande échelle d'acide nitrique, de nitrate d'ammonium et de soufre pour la fabrication d'explosifs et création en 1916 des *Chemische Werke Lothringen* avec participation de l'Etat.

C. Tentation de l'expansion et perte de l'autonomie

5. **La tentation de l'expansion 1918-1936: Tentative de transformation en un groupe à concentration verticale malgré l'inflation, l'occupation de la Ruhr et la crise économique.**

L'objectif poursuivi est la constitution d'un groupe à concentration verticale allant de l'extraction du charbon à la fabrication de produits industriels en passant par la sidérurgie. Pour ce faire, la direction de la BAGL suivra quatre pistes: a) la mise en place d'une base de financement en créant sa propre banque (1921: *Westfalenbank*), b) le développement des prises de participations (majoritaires de préférence) dans des secteurs les plus différents afin d'organiser une base de clientèle pour ses produits sidérurgiques, c) la construction d'un complexe sidérurgique spécialisé dans les aciers électriques (1927: *Eisen- und Hüttenwerke AG*), d) la mise en place d'alliances avec d'autres entreprises.

6. Le début du repli (1932-1936) et perte de l'autonomie avec reprise par la Wintershall AG (1936-1956)

A la suite de la crise économique, la BAGL subit les conséquences d'une politique d'achats et prises de participation, non seulement extensive mais complexe. Les difficultés financières de ces sociétés ont eu de graves répercussions sur les finances de la BAGL. Ces répercussions s'allient aux effets de la crise dans le domaine charbonnier. Les banques exigent qu'elle se sépare de son secteur sidérurgie et des constructions mécaniques. En 1936, la BAGL perd son autonomie et est reprise par la Wintershall AG avec siège à Kassel, société spécialisée dans l'exploitation de mines de potasse, mais qui était depuis 1931 le leader de l'exploitation pétrolière en Allemagne.

7. La dépendance totale de la filière acier 1956-1967: cession de la BAGL à l'Eschweiler Bergbauverein (EBV) par la Wintershall AG

La modernisation des installations à la limite de l'usure et la centralisation des installations se fait conformément aux besoins du EBV (et par son intermédiaire de l'Arbed) en charbon de coke et coke. Toutefois, la diversification dans le domaine des produits dérivés et de l'énergie est maintenue grâce à la passation de nouveaux marchés avec des clients publics et privés locaux. Dès le début des années, le contrôle du EBV sur la BAGL est de plus en plus marqué. Dû à des besoins plus réduits de l'Arbed en charbon de coke et coke, il faut réduire la production de la BAGL. La fermeture de la double mine Lothringen-Graf Schwerin en 1967 sera de fait un des deux volets d'une substitution d'une mine par une autre, puisque auparavant la BAGL avait acheté en 1966 la mine Erin, propriété de la Gelsenkirchener Bergwerks-AG et située également à Castrop-Rauxel, mais dont la production était moins élevée. En 1967, les deux mines officiellement reprises de la BAGL, "Erin" et "Herbede", sont définitivement intégrées à l'EBV dans le cadre de sa direction Bochum. "Herbede" sera fermée en 1972 et "Erin" en 1983.

Trois exemples des transpositions dans l'espace des stratégies de développement de la BAGL

1. La géographie des prises de participation

Au fur et à mesure de son développement, la BAGL s'engagera dans un processus de prises de participation dans des entreprises situées soit dans le bassin de la Ruhr, soit éloignées de celui-ci. On note une concentration sur les régions suivantes:

- La section est du bassin de la Ruhr et notamment les localités alors situées autour de Dortmund (Kley, Aplerbeck, Hacheney, Hiddinghausen, Sölde). Elle reprend des compagnies minières pour augmenter ses quotas d'extraction.
- La région de Hanovre, région de grande industrialisation de transformation fortement diversifiée et notamment très présente dans les secteurs des véhicules et matériel roulant. Elle installe son siège à Hanovre de 1924 à 1932 pour se soustraire à l'occupation de la Ruhr par les troupes françaises et belges et entre dans l'actionnariat d'entreprises réputées afin de se garantir des débouchés pour ses propres usines sidérurgiques tout en bénéficiant du savoir-faire d'entreprises réputées.
- Le Harz, une région montagneuse située entre Hanovre et Leipzig et avec une riche tradition minière et industrielle (avec la Bergakademie Clausthal, une des plus vieilles institutions allemandes et européennes de formation aux métiers de la mine). La BAGL y reprend une banque et prend des participations dans des entreprises offrant des débouchés pour ses futurs produits sidérurgiques.
- Le Siegerland au sud de la Ruhr, une vieille région industrielle avec des activités minières (fer) et d'industries métallurgiques. La BAGL s'y intéresse notamment à des entreprises spécialisées dans les réfractaires de haut-fourneaux.
- La région de Rheine dans le Munsterois pour les usines à chaux.

2. Les aires de recrutement du personnel dans les années 50 et 60

Comme de nombreuses compagnies minières, la BAGL doit après la Seconde Guerre reconstituer ses effectifs. Après la libération des prisonniers de guerre et déportés du travail, ceux-ci sont réduits à 50%. Elle procède donc à des recrutements d'autant plus massifs que les fluctuations sont importantes. Il s'agit de compléter les équipes de fond et en surface et d'assurer la relève en embauchant des jeunes en apprentissage. Ses campagnes de recrutement s'adresseront de 1945 à 1958 à ses anciens salariés

retournant dans la Ruhr, aux prisonniers de guerre allemands dans les camps anglais, aux réfugiés et expulsés des anciens territoires allemands de Pologne et de la zone d'occupation soviétique / RDA, à de la main-d'œuvre d'Allemagne du Nord et du Sud. A partir de 1958, elle décide de faire appel à des travailleurs étrangers, italiens tout d'abord, puis grecs, marocains et turcs. Elle disposera de ses propres équipes de recruteurs et de bureaux de liaison dans les camps de transit, dans les agences pour l'emploi et enverra des délégations en Grèce notamment dans le cadre des dispositifs fédéraux de recrutement institutionnalisés.

3. L'opposition à l'installation des usines Opel à Bochum comme instrument de défense d'une aire de recrutement de main-d'œuvre

Au début des années 60, la BAGL s'érigera en porte-parole des intérêts charbonniers face aux politiques locales de diversification du tissu économique, qui prévoyaient notamment l'installation de grandes entreprises dans les secteurs modernes de l'économie (automobile, électronique...). De telles implantations sont considérées comme des opérations concurrentielles ayant pour effet de soustraire de la main d'œuvre. Le directeur de la BAGL, Günther Venn, mènera en 1960/61 l'opposition à la construction d'une usine Opel à Bochum, en développant des arguments reflétant les revendications de sa propre entreprise et les réticences d'autres compagnies. Simultanément, la BAGL développera des campagnes internes de communication afin de rassurer ses personnels notamment en ce qui concerne la disponibilité de réserves charbonnières.

3. Perspectives ouvertes par l'approche entreprise (Focus sur une entreprise déterminée)

L'étude de la BAGL et des relations entre ses stratégies de développement et l'espace a permis:

- de faire ressortir le rôle de l'entreprise comme maillon de liaison entre le niveau proprement local et la région ou les régions, entre le local et la branche ou le secteur;
- de mettre en relation des sites, des régions, d'autres entreprises, qui au premier abord n'auraient rien de commun entre elles et de rendre ainsi visibles le caractère de processus du développement d'une entreprise dans l'espace et le temps;
- de mettre en relief la complexité du fonctionnement des bassins industriels et notamment de la complexité du secteur minier et de ses différentes interfaces dans le cadre de l'économie intégrée (*Verbundwirtschaft*) de la Ruhr;
- de souligner l'importance des connexions inter-entreprises mais aussi inter-branches dans la constitution des grandes régions industrielles européennes.

Bien évidemment, la démarche suivie suscite la question de la représentativité de l'entreprise choisie.

4. La dimension européenne

L'étude de la BAGL pose également la question de savoir, s'il est possible de trouver dans la région du Nord-Pas-de-Calais ou dans les bassins belges des compagnies minières présentant un profil similaire et de savoir si oui ou si non pourquoi.

La réponse à ces questions permettrait de mieux appréhender les variations régionales de la genèse et du développement du capitalisme industriel dans des contextes historiques différents.

Quant à la prise de contrôle de la BAGL par l'EBV historiquement lié à l'Arbed, elle suscite la nécessité d'études plus approfondies sur les formes d'interdépendance entre les diverses régions industrielles européennes.